

cette stipulation était enfreinte, l'appel au Gouverneur-Général en Conseil serait permis et, au besoin, au Parlement du Canada. Cette mesure, comme on le voit, est très acceptable, aussi a-t-elle été acceptée des députés du Nord-Ouest, mais on ignore ce qu'en pense M. Riel. D'après certaines rumeurs, il se préparerait à lutter contre le corps d'occupation envoyé par le gouvernement; d'autres, il aurait adopté une politique entièrement passive, attendant les événements et se contentant de faire, en toute occasion, les plus grandes preuves de loyauté; d'autres enfin, lui prêtent des sentiments moins honnêtes, et prétendent qu'il n'attend qu'une occasion pour émigrer avec les riches dépouilles enlevées à la Compagnie de la Baie d'Hudson. On ne sera pas fixé sur cette question que lorsque les troupes seront rendues au centre du pays, c'est-à-dire vers la fin de l'été, alors nous saurons à quel nous en tenir. L'Hon. M. Archibald, membre des Communes pour la Nouvelle-Ecosse, est nommé Lieutenant-Gouverneur de la nouvelle Province.

Au moment de l'invasion des frontières, S. A. R. le Prince Arthur se trouvait stationné à Montréal où le régiment auquel il appartient tient garnison, ce régiment fut un des premiers envoyés en avant, et le Prince était au bal au moment où il avait l'ordre de départ. Après s'être excusé auprès de ses hôtes, le Prince se rend immédiatement à son hôtel, fait écrire des lettres d'excuses aux directeurs de différentes maisons de charité qu'il devait visiter le lendemain, et se met gaiement en route avec les autres officiers du régiment. Ce bel exemple a contribué beaucoup à l'élan et à l'enthousiasme des volontaires qui avaient ainsi l'honneur de servir sous les mêmes ordres qu'un prince du sang royal. Quelques jours après son retour de la frontière, S. A. R. est venu dans cette ville pour présenter de nouveaux drapeaux au 68^e régiment, qui avait glorieusement usé les siens sur tous les principaux champs de bataille, entre autres à Waterloo et dans l'Inde. Ces vieilles reliques ont été placées avec grande solennité dans la cathédrale protestante de cette ville où elles demeureront comme souvenir d'un brave régiment que tous nos concitoyens ont appris à estimer. Après l'imposante cérémonie de la présentation du drapeau, S. A. R. fera une courte promenade dans le bas du fleuve, puis aux Montagnes Rocheuses et s'embarquera pour l'Angleterre, emportant avec elle les témoignages les plus évidents de la loyauté des Canadiens et le souvenir de nombreuses manifestations d'un respectueux attachement personnel.

Il est temps de voir ce qui se passait chez nos voisins, pendant que nous étions attaqués sur nos frontières. Il faut d'abord remarquer que depuis plusieurs années, le gouvernement des Etats-Unis permet, s'il ne favorise pas, l'organisation de ces bandes, qui prétendent conquérir l'Irlande en s'emparant de notre pays. Aussi, lors de l'invasion de nos frontières, on s'était bien gardé de placer dans un des Etats limitrophes la moindre compagnie des troupes des Etats-Unis, et ce n'est que lorsque les feniens ont été repoussés, qu'on a pu apercevoir sur quelques points cinq ou six généraux américains, commandant cinq ou six compagnies régulières. Bien plus, aussitôt après la défaite des feniens, le Président des Etats-Unis a lancé une proclamation enjoignant aux citoyens américains de ne pas prêter main-forte aux feniens, mais d'aider aux troupes dans l'exécution des lois de neutralité. Cette conduite inexplicable a déjà provoqué des explications entre le gouvernement d'Angleterre et celui du Canada, et a remis plus vivement sur le tapis la question coloniale; mais n'anticipons pas. Au Parlement, il n'a été question des troubles du Canada que pour donner occasion au Ministre des Colonies d'affirmer que sa politique d'économie et de rappel de troupes n'en serait aucunement changée. Puis on a passé à d'autres débats. Nous ne voulons pas dire que les graves questions sur lesquelles le Parlement délibère actuellement ne méritent pas la plus grande part de son attention. Non, nous comprenons combien est sérieuse la question des droits des tenanciers en Irlande (*Irish land bill*), combien est grave le bill présenté par M. Forster pour changer complètement le système de l'instruction publique. Mais on pourrait-on pas, sans détriment à ses importantes questions délibérer pendant une séance entière sur les relations des colonies avec la mère-patrie, lorsque la situation des premières est devenue si périlleuse? Nous avons mentionné le bill d'éducation; eh bien! après maints protêts, maintes assemblées pour et contre, après un nombre incroyable d'amendements encore plus incroyables, il est encore sur le tapis *ad huc sub judice lis est*. Cependant il a une grande chance de passer, car il apporte avec lui une nouvelle portefeuille dont le premier titulaire sera tout probablement M. Forster lui-même.

De l'autre côté de la Manche, les choses semblent marcher plus vite. A peine le peuple français a-t-il donné à l'Empereur le plus grand témoignage d'attachement personnel et de confiance par sept millions et demi de suffrages en faveur du plébiscite que déjà on annonce de nouveaux changements ministériels occasionnés par la retraite de MM. Daru, Buffet et de Talhouët. Les remplaçants ont été choisis parmi des membres influents du centre gauche, ce sont MM. de Grammont, Mège et Plichon et le nouveau ministère est composé comme suit: Justice, M. Emile Olivier; Intérieur, M. Chevandier de Valdrôme; Affaires Etrangères, M. le duc de Grammont; Finances, M. Ségis; Instruction Publique, M. Mège; Travaux Publics, M. Plichon; Commerce, M. Louvet; Lettres, Sciences et Beaux-Arts, M. Maurice Richard; Président du Conseil, M. de Parieu; Guerre, M. le Maréchal Le Duc; Marine, M. Rigault de Genouilly; Maison de l'Empereur, M. le Maréchal Veuillant. Comme le remarque le

Manuel Général de l'Instruction Primaire, M. Mège est le quatrième Ministre de l'Instruction Publique qui soit apparu sur la scène depuis le court espace de dix mois. Le ministre actuel appartient au barreau et est député de la première circonscription du Puy-de-Dôme. M. Mège se voit enlevé par un décret tout récent, outre les cultes qui ont été détachés du Ministère de l'Instruction Publique, toutes les attributions qui ne rentrent pas spécialement dans le domaine de l'Instruction Publique, et ces attributions vont agrandir l'importance du ministère des Beaux-Arts. C'est assurément une grande diminution dans les pouvoirs du nouveau ministre; mais, comme le fait remarquer le journal plus haut cité, il lui en reste encore assez pour être un des grands bienfaiteurs de son pays; et cela peut suffire à une grande et noble ambition.

La France vient justement de perdre un de ces hommes qui, plus que tous autres, ont droit au titre de bienfaiteurs de leurs pays, puisqu'ils ont passé la plus grande partie de leur vie à instruire leurs compatriotes soit par leurs leçons ou par leurs écrits, nous voulons parler de M. Villemain, secrétaire perpétuel de l'Académie Française. Nous avions remis à ce numéro notre article nécrologique sur ce savant, mais le temps et l'espace nous forcent de ne faire connaître que les principaux événements d'une vie si bien remplie. Né à Paris, le 11 juin 1790, Abel François Villemain fut nommé professeur suppléant de rhétorique au lycée Charlemagne en 1810, après avoir fait de très-brillantes études d'abord à la pension du célèbre helléniste, M. Plancher, puis au lycée Louis-le-Grand. Avant d'enseigner la littérature, le jeune Villemain avait désiré étudier le droit, mais il ne se servit de ses connaissances dans cette faculté que pour les utiliser dans ses écrits et surtout dans ses critiques. Quelques années plus tard, l'Ecole Normale était heureuse de le posséder comme maître de conférences de littérature française et de versification latine.

En 1812, l'Académie Française avait proposé l'*Eloge de Montaigne* pour sujet du prix d'éloquence. De redoutables concurrents étaient entrés en lice, en tête desquels étaient: Victorien Fabre, Jay, Biot et Droy. Un jeune homme de vingt et un ans, qui avait improvisé son œuvre en huit jours, l'emporta sur eux tous: ce jeune homme était M. Villemain. Deux ans après, le même jeune homme était encore couronné pour son *Discours sur les avantages et les inconvénients de la critique* et son *Eloge de Montaigne*. Pendant ce temps, ses succès de professeur se développaient sur une ligne parallèle à ses succès d'écrivain, et la Sorbonne se souviendra longtemps sans doute de ces discours éloquentes et savants qu'il prononçait du haut des différentes chaires de philosophie, de littérature et d'histoire. M. Villemain fut élu membre de l'Académie Française en 1821, et il en était le secrétaire perpétuel depuis 1840. En 1827, il fut chargé avec Lacretelle et Chateaubriand de rédiger la supplique à Charles X contre le rétablissement de la Censure, mission qui lui valut la perte de sa place de maître des requêtes. En 1830, il fut envoyé à la chambre des députés par le collège électoral d'Evreux.

En 1840, nous le trouvons ministre de l'Instruction Publique et chargé de préparer la loi organique de l'enseignement secondaire. Cependant sa santé l'obligea de renoncer à la vie publique dès 1844, et depuis lors il fut surtout connu comme littérateur. M. Villemain était pair de France et grand officier de la Légion d'Honneur depuis 1832. Les principaux ouvrages de M. Villemain sont: *Tableau de l'Eloquence Chrétienne au IV^e siècle*, *Etudes d'Histoire Moderne* et *Cours de Littérature Française*.

L'Angleterre vient aussi de faire de grandes pertes littéraires et politiques. Les lettres anglaises pleurent la mort d'un des plus célèbres romanciers anglais et certainement le plus populaire de nos jours, M. Charles Dickens. Voici en peu de mots les principaux incidents de la vie de cet homme si connu. Né en 1812, Dickens se destina d'abord au barreau, mais un penchant irrésistible le poussa vers la littérature. Aussi s'empressa-t-il de dire adieu à Thémis et écrivit dans plusieurs revues sous le pseudonyme de Boz. Attaché pendant quelque temps à la rédaction du *Morning Chronicle* de Londres, il s'exerça à peindre des scènes de mœurs prises dans les cours d'assises, et laissa alors deviner ce fin esprit d'observation qui le distinguait. C'est en 1836, que son nom commença à devenir célèbre, après la publication de ses *Sketches*. Et en 1837, les *Pickwick Papers* le mirent au premier rang des écrivains anglais. Depuis cette époque, tous ses autres romans: *Oliver Twist*, *Nicolas Nickleby*, *Martin Chuzzlewit*, *Domby and Son*, etc., eurent une vogue extraordinaire et firent les délices du public anglais. Aussi sa mort, presque subite, a-t-elle paru être un deuil national en Angleterre. Les œuvres de M. Dickens se recommandent surtout par une grande puissance d'imagination, une verve intarissable et un style mouvementé plein de vie, seulement on lui a souvent reproché d'entrer dans trop de détails et de s'y étendre trop longtemps. On doit encore à M. Dickens: *A Child's History of England*, la rédaction de plusieurs revues mensuelles et un grand nombre de lectures publiques qui malheureusement n'ont pas été, nous pensons, mises en volumes, mais que tout le monde a pu lire sur tous les journaux de notre temps.

Le peuple anglais vient de perdre un de ses hommes politiques les plus distingués, Lord Clarendon qui a été longtemps Ministre des Affaires Etrangères. George Frédéric William Villiers, Comte de Clarendon, naquit à Londres en 1800 et fit ses études à l'Université d'Oxford. D'abord attaché d'ambassade à Saint-Petersbourg, puis ambassadeur anglais auprès du gouvernement français, fut chargé de négocier le traité de commerce qui, croyons-nous, existe encore. Il se fit remarquer en 1831 par sa